

DEPARTEMENT

des BOUCHES DU RHONE

MAIRIE
DE
BOUC BEL AIR

Code Postal 13320

EXTRAIT

DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

N° 111/2023

Le Maire de la Commune de Bouc-Bel-Air

RM/AB/LD

Nous, Richard MALLIÉ, Maire de Bouc-Bel-Air,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2213-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs généraux du Maire en matière de Police,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L511-1 relatif aux missions des agents de la police municipale,

Vu le code pénal,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code de l'environnement,

Vu le décret n° 2012-970 du 20 août 2012 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,

Vu l'arrêté du 22 décembre 2015 relatif au contrôle des compétences des personnes intervenant dans les travaux à proximité des réseaux et modifiant divers arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et notamment la huitième partie, la signalisation temporaire de chantier,

Vu la demande présentée le 16 novembre 2023 par l'entreprise **BRONZO TP 16**, allée de la palun Z.I. La Palun 13700 Marignane, représentée par M. Bernardin Thierry 06.20.75.21.86 thierry.bernardin@eauxdemarseille.fr relative à des travaux de raccordement au réseau d'eaux usées, de la propriété située 510, avenue du 8 mai 1945, pour le compte de la Société des Eaux de Marseille, elle-même pour le compte du propriétaire M. GIORDANINO,

Vu la permission de voirie départementale n° 2023-D060-GARDAN-1-AOPEVO-7, accordée le 14 février 2023,

Considérant que pendant les travaux il convient de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement, afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter la bonne exécution des travaux et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic,

ARRETONS

Article 1 : L'entreprise **BRONZO TP** est autorisée à travailler sur chaussée en fort empiètement afin de réaliser les travaux sus-cités sur l'avenue du 8 mai 1945 devant le n° 510.

La durée probable des travaux est de 2 jours, hors intempéries et autres aléas de chantier, sur une période allant du **lundi 04 décembre au vendredi 22 décembre 2023 de 9h00 à 18h00**.

En dehors de cette plage horaire, l'exécution de travaux est interdite, y compris les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 2 : La circulation des véhicules se fait de manière alternée soit par feux tricolores mobiles à décompte automatique, soit manuellement par piquets de chantiers réglementaires, et selon le trafic.

Article 3 : Le stationnement des véhicules est interdit, de part et d'autre de la chaussée, dans l'emprise des travaux, excepté aux véhicules et engins affectés au chantier.

Article 4 : Les travaux ne doivent pas remettre en cause la libre circulation des piétons et des véhicules de secours empruntant cette voie. A ce titre, l'entreprise doit mettre en place un cheminement piéton sécurisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Article 5 : La signalisation temporaire de chantier liée à ces travaux doit être conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 précité. Elle doit être mise en place avant tout commencement de travaux et entretenue tout au long de l'opération par l'entreprise BRONZO TP.

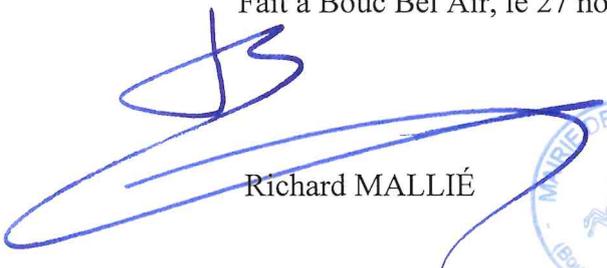
Article 6 : La chaussée ou les accotements, sont rendus libres, propres et exempts de tous déchets à la fin du chantier.

Article 7 : Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants seront traduits devant les tribunaux compétents.

Article 8 : Cette décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Article 9 : Monsieur le Directeur de l'entreprise BRONZO TP, Monsieur le Directeur Général des Services, la Gendarmerie et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bouc Bel Air, le 27 novembre 2023


Richard MALLIÉ

